



Le rideau est tombé sur la Conférence nationale qui a réuni 4.700 participants issus des 119 districts que compte le pays, du 13 au 18 septembre 2010, au Centre de Conférences Internationales d'Ivato. Joaquim Chissano, officiellement médiateur pour la Communauté internationale (laquelle ?) avait déjà jugé cette conférence « *insuffisamment impartiale et consensuelle* ». Citez-moi un seul pays où, en matière sociale, politique et économique, l'inclusif et le consensuel se chiffrent à 100%. La Corée du Nord, sans doute... Alors, je serais le premier à jeter la première pierre sur cette conférence. Imaginez aussi un stade dans lequel les 100% des spectateurs seraient les fans d'une seule équipe.



Les séances plénières, pour chaque commission, se sont déroulées en plein air

Que les adoreurs du culte de la personnalité, les pratiquants de la culture de l'impunité et les oligarques invertébrés cessent leurs âneries. Surtout les antiques chefs de files des trois « mouvances », irrémédiablement devenues minoritaires. Le rapport de forces ne se mesure pas par des déclarations faites à des kilomètres mais il est palpable dans les régions de Madagascar. Leur absence est plus que suspecte et dictée par l'espoir de l'organisation d'une autre conférence, « souveraine » celle-là, qui n'aura l'adhésion que de ces trois « mouvances », malgré les gros sous dont le tintement résonne comme le glas... Cela dit, voici les principales décisions finales qui ont été arrêtées par la majorité des participants et que le public doit connaître. Ce, sur les 11 thèmes finalement arrêtés sur les 10 initiaux et sans commentaires.



Andry Rajoelina restera le président de la transition et un Premier ministre de consensus, issu des régions côtières (par respect du fameux « équilibre régional »), sera nommé par ses soins, après proposition des partis politiques. Les institutions de la transition seront renforcées par deux sortes de parlements. Mais à l'heure de la mise en ligne, tout n'était pas encore éclairci sur ces deux sujets.

L'âge des candidats autorisés à se présenter aux élections présidentielles est abaissé à 35 ans.

L'indépendance de la Justice sera renforcée et la Haute Cour de Justice effectivement mise en place. Une Inspection générale de la Justice servira de garde-fou.

Mise en place de la Charte des partis politiques et celle de l'opposition.

Concernant la question de l'amnistie, elle sera sélective pour la période 2002 à 2008. Pour ce qui est de la période 2009-2010, la question n'a pas été approfondie, les morts d'hommes, comme le massacre du 7 février étant encore trop vivaces dans l'esprit et le cœur de la majorité des Malgaches. En tout cas, en matière d'amnistie, sont totalement exclus les crimes de sang et les détournements de deniers publics. Depuis, certains dirigeants ont déjà été jugés pour ces infamies.





Le 13 août 2010, le Conseil national a adopté les conclusions de la Conférence nationale. Les décisions prises lors de la Conférence nationale (13-18 septembre 2010) seront retenues, à l'exception des propositions relatives à la réforme de la Constitution (premier jour).

Les propositions relatives à la réforme de la Constitution (premier jour) du 13 août 2010 seront retenues, à l'exception des propositions relatives à la réforme de la Constitution (premier jour).

Le 13 août 2010, le Conseil national a adopté les conclusions de la Conférence nationale. Les décisions prises lors de la Conférence nationale (13-18 septembre 2010) seront retenues, à l'exception des propositions relatives à la réforme de la Constitution (premier jour).



Paul Raminosoa a déclaré la conférence nationale close.



La conférence nationale a adopté une déclaration de principes pour l'avenir de Madagascar.



La conférence nationale a adopté une déclaration de principes pour l'avenir de Madagascar.